

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 26 juillet 1996, d'une demande d'avis sur un projet de loi "contenant des mesures en vue de résorber l'arriéré judiciaire dans les cours d'appel", a donné le 7 octobre 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 26 juli 1996 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende maatregelen teneinde de gerechtelijke achterstand weg te werken bij de hoven van beroep", heeft op 7 oktober 1996 het volgend advies gegeven :

Observation générale.

Selon l'article 109ter, alinéa 3, en projet, les conseillers suppléants "ne tiennent audience que pendant une période de trois ans". Selon l'exposé des motifs, ils sont nommés à vie. Toujours selon l'exposé des motifs, "malgré cette nomination à vie, il est prévu que les conseillers suppléants ne siégeront que pendant trois ans".

Ainsi conçus, le texte en projet et l'exposé des motifs sont contraires au principe constitutionnel (1) d'irrévocabilité des juges.

Il convient, en réalité, que les conseillers suppléants soient nommés à vie, que non seulement ils siègent, pendant trois ans, dans la chambre supplémentaire, mais, en outre, qu'après ce terme ils continuent à exercer leurs fonctions en remplacement de magistrats empêchés.

En revanche, rien ne s'oppose à ce que des chambres supplémentaires soient créées pour une durée limitée.

Pour tenir compte de ces observations, de nouveaux textes seront proposés ci-après.

(1) Au sujet de la "constitutionnalité" du projet, l'exposé des motifs énonce que "l'avis de quelques professeurs spécialistes du droit constitutionnel et judiciaire a également été recueilli". Le Conseil d'Etat se pose la question si ces professeurs ont émis une quelconque objection à l'égard du projet de loi. Dans la négative, l'exposé des motifs doit mentionner les raisons pour lesquelles aucune objection n'a été émise.

Observations particulières.Intitulé.

La loi en projet se présente, sur le plan de la forme, non comme un texte autonome, mais comme un ensemble de dispositions modificatives du Code judiciaire.

L'intitulé du texte en projet traduirait, par conséquent, plus justement l'objet de ce dernier s'il était rédigé comme suit :

"Projet de loi portant diverses modifications du Code judiciaire en vue de résorber l'arriéré judiciaire auprès des cours d'appel".

Dispositif.Remarque préalable.

La division en chapitres du texte en projet ne se justifie pas dès l'instant où les chapitres premier et trois ne contiennent qu'une seule disposition. Cette division sera, en conséquence, omise au profit d'un texte continu.

.../...

Article 2.

1. Le liminaire sera rédigé comme suit :

"Art. 2. Dans l'article 101 du Code judiciaire, modifié par la loi du 19 juillet 1985, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :".

2. Les mots "de la rédaction et publication" figurant dans le texte français du nouvel alinéa 3 en projet de l'article 101 du Code judiciaire doivent être remplacés par les mots "de la rédaction et de la publication".

Articles 3 et 4 (devenant l'article 3).

Les modifications que les articles 3 et 4 tendent à apporter au chapitre III du titre premier du livre premier de la deuxième partie du Code judiciaire seraient mieux réunies en un article unique.

Le texte de l'article 102 du Code judiciaire en projet, rétabli par l'article 4 du projet (devenant l'article 3), doit être rédigé en s'inspirant de l'article 87, alinéas 1er et 2, du même code de manière à faire précisément et explicitement apparaître toutes les fonctions auxquelles les conseillers suppléants peuvent être appelés à exercer auprès des cours d'appel.

.../...

Tenant compte de l'observation générale, le texte suivant est proposé :

"Art. 3. Dans le chapitre III du titre premier du livre premier de la deuxième partie du même code, est insérée une section Ibis intitulée "Section Ibis. Des conseillers suppléants aux cours d'appel" et comportant l'article 102, abrogé par la loi du 19 juillet 1985, et rétabli dans la rédaction suivante :

"Art. 102. § 1er. Il y a des conseillers suppléants à la cour d'appel; ils sont nommés pour remplacer les conseillers lorsqu'ils sont empêchés.

Les conseillers suppléants peuvent être appelés à siéger dans les cas où l'effectif est insuffisant pour composer le siège conformément aux dispositions de la loi.

§ 2. En outre, les conseillers suppléants siègent dans les chambres supplémentaires constituées conformément à l'article 107bis"".

Article 5 (devenant l'article 4).

L'article 106bis, alinéa 2, en projet prévoit que :

"Ces chambres sont composées d'au moins deux conseillers suppléants".

.../...

Cette règle est contredite par l'exposé des motifs dans lequel on peut lire :

"En ce qui concerne la composition de ces chambres, une parfaite hétérogénéité (dans chaque chambre aussi bien des conseillers suppléants que des conseillers) tout comme une homogénéité parfaite (simplement des conseillers suppléants) ont été rejetées par le gouvernement".

Le texte en projet permet de composer une chambre uniquement de conseillers suppléants.

Il convient que le projet de loi et l'exposé des motifs soient mis en concordance.

Article 5 nouveau.

Pour tenir compte de l'intention des auteurs du projet qui est celle de prévoir l'obligation de créer, pour une période de 3 ans, des chambres supplémentaires auprès des cours d'appel, un nouvel article 107bis doit être inséré dans le Code judiciaire. Cet article 107bis sera introduit par un nouvel article 5 dont la rédaction suivante est proposée :

"Art. 5. Un article 107bis rédigé comme suit est inséré dans le même code :

.../...

"Art. 107bis. Pour une durée limitée fixée par le Roi, des chambres supplémentaires sont créées pour résorber l'arriéré judiciaire".

Article 7.

1. Au début de l'article 109ter, alinéa 1er, on écrira :

"Art. 109ter. Sont attribuées aux chambres supplémentaires visées à l'article 107bis, les causes pour lesquelles, soit une fixation a été accordée pour une date éloignée de plus d'un an de la date de mise en vigueur du présent article, soit aucune fixation ...

2. A l'alinéa 2, seconde phrase, il faut remplacer les mots "de la présente loi" par les mots "du présent article" et les mots "chambre temporaire" par les mots "chambre supplémentaire".

Par ailleurs, le texte néerlandais de cette disposition devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

3. La première phrase de l'alinéa 3 doit, compte tenu de l'observation générale, être omise. La seconde phrase allant de soi en vertu d'un principe général non contesté, doit également être omise.

.../...

Article 10.Paragraphe 1er.

1. Les mots "Pour être nommé" figurant dans la phrase liminaire du paragraphe en projet seraient, comme en a convenu la déléguée du ministre, plus adéquatement remplacés par les mots "Pour pouvoir être nommé".

2. Du commentaire de l'exposé des motifs réservé à l'article 10 du projet, il ressort clairement que seuls pourront être nommés conseillers suppléants les docteurs et licenciés en droit "qui ont été actifs au barreau pendant au moins vingt années" et qui, au moment de leur nomination comme conseillers suppléants, seront inscrits au tableau de l'Ordre des avocats.

Telle qu'elle est rédigée, la disposition figurant sous le 1^o du paragraphe en projet ne fait pas apparaître cette précision. Sa rédaction sera revue en conséquence.

Au surplus, l'expression "avoir suivi le barreau" utilisée au 1^o de l'article en projet est inadéquate. Elle gagnerait à être remplacée par une formule faisant état de l'inscription de l'intéressé au tableau de l'Ordre des avocats.

.../...

3. L'article 207bis, § 1er, 3°, précise :

"3° soit être un magistrat admis à la retraite qui n'a pas atteint l'âge de 70 ans et qui a le droit de porter le titre honorifique de ses fonctions à l'exception des membres des cours d'appel et du travail admis à la retraite".

La disposition en projet déroge à l'article 383 du Code judiciaire; elle doit faire apparaître qu'il s'agit d'une dérogation.

4. Si les conseillers effectifs peuvent exercer leurs fonctions jusqu'à l'âge de 70 ans, les conseillers suppléants, en revanche, ne le peuvent que jusqu'à l'âge de 67 ans.

Si les auteurs du projet entendent prévoir deux limites d'âge pour des magistrats faisant partie d'une même juridiction, il leur appartient de justifier cette différence par des critères objectifs.

Paragraphe 2.

Le paragraphe 2 en projet reconnaît aux premiers présidents des cours d'appel le pouvoir de désigner, à leur demande, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre eux, les membres des cours d'appel et les membres des cours du travail admis à la retraite pour exercer la fonction de conseiller suppléant jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de septante ans.

.../...

Un tel procédé n'est pas, en ce qui concerne les membres des cours du travail admis à la retraite, constitutionnellement admissible.

Dès lors qu'ils sont appelés à siéger en une autre qualité au sein d'une juridiction autre que leur juridiction d'origine, ces magistrats doivent nécessairement faire l'objet, conformément aux articles 151, alinéa 2 (1), et 152, alinéa 3 (2), de la Constitution, d'une nomination par le Roi et non d'une simple désignation.

Article 11.

1. Le commentaire de l'exposé des motifs consacré à cet article souligne clairement que seuls les membres des cours d'appel qui ont participé aux cours relatifs au management et à l'organisation, organisés dans le cadre de la formation permanente des magistrats, pourront être désignés par le Roi en qualité de magistrat coordinateur.

Tel qu'il est rédigé, l'alinéa 1er de l'article 210ter du Code judiciaire en projet ne fait pas ressortir cette condition particulière de désignation.

(1) Selon cette disposition, "Les conseillers des cours d'appel et les présidents et vice-présidents des tribunaux de première instance de leur ressort sont nommés par le Roi, sur deux listes doubles, présentées l'une par ces cours, l'autre par les conseils provinciaux et le Conseil de la région de Bruxelles-Capitale, selon le cas".

(2) Aux termes de cette disposition, "Le déplacement d'un juge ne peut avoir lieu que par une nomination nouvelle et de son consentement".

Sa rédaction doit être revue en conséquence.

2. Le texte de l'alinéa 2 de l'article 210ter du Code judiciaire en projet doit, comme en a convenu la déléguée du ministre, être remplacé par la disposition suivante :

"Le magistrat coordinateur peut siéger selon son rang dans les chambres de la cour".

Article 12.

L'alinéa en projet que l'article examiné a pour objet d'insérer dans l'article 288 du Code judiciaire trouverait plus logiquement sa place dans ce même article sous la forme d'un alinéa 2 nouveau.

Article 14.

Le projet doit respecter l'ordre chronologique des articles du Code judiciaire qu'il entend modifier. La modification apportée à l'article 213 doit, dès lors, être reproduite entre les articles 11 et 12 de l'actuel projet. La numérotation de celui-ci sera revue en conséquence.

.../...

Article 16.

Les modifications que l'article examiné tend à apporter à l'article 311 du Code judiciaire omettent de faire apparaître l'ordre dans lequel sont appelés à prendre rang les magistrats visés respectivement par le paragraphe 1er, 3°, et par le paragraphe 2 de l'article 207bis du même code, inséré par l'article 10 du projet. Elles n'indiquent pas davantage l'ordre dans lequel les magistrats de chacune de ces deux catégories sont appelés à prendre rang.

L'article du projet doit être complété en conséquence de manière à remédier à cette double lacune.

Article 20.

L'article 379ter ne contient aucune règle déterminant l'indemnité octroyée au conseiller suppléant, contrairement à ce que prévoient l'article 379, en ce qui concerne le juge suppléant, et l'article 379bis, en ce qui concerne le magistrat suppléant admis à la retraite.

La délégation prévue par l'alinéa 2 en projet est excessive.

Il convient que la loi règle les principes qui régissent l'indemnité en s'inspirant des articles 378, 379 et 379bis du Code judiciaire.

La même observation vaut pour l'article 21.

.../...

Observation finale.

Le texte néerlandais de certains articles est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, certaines propositions à ce sujet sont faites dans le présent avis.

Algemene opmerking.

Het ontworpen artikel 109ter, derde lid, bepaalt dat de plaatsvervangende raadsheren "slechts zitting (houden) gedurende drie jaar". Volgens de memorie van toelichting worden zij voor het leven benoemd. In de memorie van toelichting staat eveneens te lezen : "Niettegenstaande deze benoeming voor het leven is bepaald dat de plaatsvervangende raadsheren slechts zitting houden gedurende drie jaar".

Aldus gesteld zijn de ontworpen tekst en de memorie van toelichting strijdig met het grondwettelijke beginsel (1) dat rechters niet kunnen worden afgezet.

In feite is het zaak dat de plaatsvervangende rechters voor het leven benoemd worden, dat zij niet alleen gedurende drie jaar zitting hebben in de aanvullende kamer, doch dat zij bovendien na die periode hun ambt blijven uitoefenen ter vervanging van verhinderde magistraten.

Niets staat er daarentegen aan in de weg dat voor een beperkte duur aanvullende kamers worden opgericht.

(1) In verband met de "grondwettigheid" van het ontwerp bepaalt de memorie van toelichting : "Tevens werd het advies van enkele professoren-specialisten grondwettelijk en gerechtelijk recht ingewonnen". De Raad van State vraagt zich af of die hoogleraren enig bezwaar hebben gemaakt ten aanzien van het ontwerp van wet. Indien zulks niet het geval is, moeten in de memorie van toelichting de redenen worden vermeld waarom geen enkel bezwaar is geformuleerd.

Rekening houdend met die opmerkingen worden hierna nieuwe teksten voorgesteld.

Bijzondere opmerkingen.

Opschrift.

Uit het oogpunt van de vorm dient de ontworpen wet zich niet aan als een zelfstandige tekst, doch als een geheel van bepalingen tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek.

Bijgevolg zou het opschrift van de ontworpen tekst de strekking ervan beter weergeven indien het als volgt wordt gesteld :

"Ontwerp van wet houdende diverse wijzigingen in het Gerechtelijk Wetboek teneinde de achterstand bij de hoven van beroep weg te werken".

Bepalend gedeelte.

Voorafgaande opmerking.

Er is geen grond om de ontworpen tekst in hoofdstukken in te delen, daar de hoofdstukken I en III slechts één enkele bepaling bevatten. Deze indeling moet derhalve vervallen en vervangen worden door een doorlopende tekst.

.../...

Artikel 2.

1. De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. 2. In artikel 101 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1985, wordt tussen het tweede en het derde lid het volgende lid ingevoegd :".

2. De woorden "de la rédaction et publication", die voorkomen in de Franse lezing van het nieuw ontworpen derde lid van artikel 101 van het Gerechtelijk Wetboek, moeten worden vervangen door de woorden "de la rédaction et de la publication".

Artikelen 3 en 4 (die artikel 3 worden).

Het zou beter zijn de wijzigingen die de artikelen 3 en 4 beogen aan te brengen in boek I, titel I, hoofdstuk III, van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek, in één enkel artikel samen te brengen.

De tekst van het ontworpen artikel 102 van het Gerechtelijk Wetboek, opnieuw opgenomen bij artikel 4 van het ontwerp (dat artikel 3 wordt), moet worden gesteld naar het voorbeeld van artikel 87, eerste en tweede lid, van hetzelfde Wetboek, zodat duidelijk en uitdrukkelijk blijkt welke ambten de plaatsvervangende raadsheren geroepen kunnen worden uit te oefenen bij de hoven van beroep.

.../...

Gelet op de algemene opmerking wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 3. In boek I, titel I, hoofdstuk III, van het tweede deel van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling Ibis ingevoegd met als opschrift "Afdeling Ibis. Plaatsvervangende raads-heren bij de hoven van beroep" en die artikel 102 bevat, dat is opgeheven bij de wet van 19 juli 1985 en dat in de volgende lezing hersteld wordt :

"Art. 102. § 1. Er zijn plaatsvervangende raadsheren in het hof van beroep; zij worden benoemd ter vervanging van de verhinderde raadsheren.

De plaatsvervangende raadsheren kunnen geroepen worden zitting te hebben als het aantal raadsheren ontoereikend is om het college samen te stellen overeenkomstig de bepalingen van de wet.

§ 2. Voorts hebben de plaatsvervangende raadsheren zitting in de aanvullende kamers, samengesteld overeenkomstig artikel 107bis"".

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

Het ontworpen artikel 106bis, tweede lid, bepaalt :

"Deze kamers worden samengesteld uit tenminste (lees : ten minste) twee plaatsvervangende raadsheren".

.../...

Deze regel is in strijd met de memorie van toelichting, waarin te lezen staat :

"Voor wat betreft de samenstelling van deze kamers werd een volkomen heterogeniteit (in elke kamer zowel plaatsvervangende raadsheren als raadsheren) alsmede een volkomen homogeniteit (louter plaatsvervangende raadsheren) door de Regering verworpen".

Volgens de ontworpen tekst is het mogelijk dat een kamer uitsluitend uit plaatsvervangende raadsheren is samengesteld.

Het ontwerp van wet en de memorie van toelichting moeten in overeenstemming met elkaar worden gebracht.

Nieuw artikel 5.

Teneinde rekening te houden met de bedoeling van de stellers van het ontwerp om te voorzien in de verplichting om voor een periode van 3 jaar aanvullende kamers op te richten bij de hoven van beroep, moet in het Gerechtelijk Wetboek een nieuw artikel 107bis worden ingevoegd. Dat artikel 107bis wordt ingevoegd bij een nieuw artikel 5, waarvoor de volgende lezing wordt voorgesteld :

"Art. 5. In hetzelfde Wetboek wordt een nieuw artikel 107bis ingevoegd, luidend als volgt :

.../...

"Art. 107bis. Teneinde de achterstand bij het gerecht weg te werken, worden voor een beperkte duur bepaald door de Koning aanvullende kamers opgericht"".

Artikel 7.

1. Het zou beter zijn artikel 109ter, eerste lid, als volgt te stellen :

"Art. 109ter. Aan de aanvullende kamers bedoeld in artikel 107bis worden de zaken toegewezen waarvoor ofwel een rechtsdag is bepaald die meer dan een jaar verwijderd is van de datum van inwerkingtreding van dit artikel, ofwel geen enkele rechtsdag is bepaald, ofschoon zulks is aangevraagd. De toewijzing van de zaken geschiedt ongeacht het feit dat de oorspronkelijke rechtsdag bepaald was voor een kamer met drie raadsheren of voor een kamer met een alleenrechtsprekend raadsheer".

2. In het tweede lid, tweede zin, vervange men de woorden "van deze wet" door de woorden "van dit artikel" en de woorden "tijdelijke kamer" door de woorden "aanvullende kamer".

Tevens zou het beter zijn te schrijven :

"... of aan een alleenrechtsprekend raadsheer, voor zover een partij zulks vraagt uiterlijk één maand na de kennisgeving van de rechtsdag voor de aanvullende kamer,

.../...

zonder ... eerste voorzitter. Deze kennisgeving ... zes maanden ...".

3. Gelet op de algemene opmerking moet de eerste zin van het derde lid vervallen. De tweede zin, die vanzelfsprekend is op grond van een algemeen beginsel dat niet wordt betwist, moet eveneens vervallen.

Artikel 10.

Paragraaf 1.

1. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het beter zou zijn de woorden "Pour être nommé", die voorkomen in de Franse lezing van de inleidende zin van de ontworpen paragraaf, te vervangen door de woorden "Pour pouvoir être nommé".

2. Uit de commentaar die de memorie van toelichting geeft omtrent artikel 10 van het ontwerp, blijkt duidelijk dat alleen de doctors of licentiaten in de rechten tot plaatsvervangend raadsheer kunnen worden benoemd "die tenminste 20 jaar werkzaam geweest zijn aan de balie" en die bij hun benoeming tot plaatsvervangend raadsheer ingeschreven zijn op het tableau van de Orde van advocaten.

.../...

Deze precisering blijkt niet uit het bepaalde in onderdeel 1^o van de ontworpen paragraaf. De redactie ervan moet dienovereenkomstig worden herzien.

Bovendien is de uitdrukking "werkzaam zijn aan de balie", welke voorkomt in onderdeel 1^o van het ontworpen artikel, niet dienstig. Ze zou beter vervangen worden door een zin waarin verwezen wordt naar de inschrijving van betrokkene op het tableau van de Orde van advocaten.

3. In artikel 207bis, § 1, 3^o, staat te lezen :

"3^o ofwel op rust gestelde magistraat zijn die de leeftijd van 70 jaar nog niet bereikt heeft en gemachtigd werd de eretitel van zijn ambt te voeren, met uitzondering van de op rust gestelde leden van de hoven van beroep en de arbeidshoven".

De ontworpen bepaling wijkt af van artikel 383 van het Gerechtelijk Wetboek; zij moet aangeven dat het om een afwijking gaat.

4. De raadsheren mogen hun ambt uitoefenen tot de leeftijd van 70 jaar, terwijl hun plaatsvervangers slechts tot hun 67 jaar hun ambt mogen uitoefenen.

Indien de stellers van het ontwerp voornemens zijn te voorzien in twee leeftijdsgrenzen voor magistraten die deel uitmaken van eenzelfde gerecht, moeten zij dit onderscheid verantwoorden door middel van objectieve criteria.

.../...

Paragraaf 2.

De ontworpen paragraaf 2 kent de eerste voorzitters van de hoven van beroep het recht toe om de in ruste zijnde leden van de hoven van beroep en de arbeidshoven op hun verzoek zonder onderscheid aan te wijzen om het ambt van plaatsvervangend raadsheer uit te oefenen totdat ze de leeftijd van zeventig jaar hebben bereikt.

Ten aanzien van de in ruste zijnde leden van de arbeidshoven is zulk een werkwijze ongrondwettig.

Daar die magistraten geroepen worden in een andere hoedanigheid zitting te hebben in een ander rechtscollege dan hun gerecht van oorsprong, moeten zij overeenkomstig de artikelen 151, tweede lid (1), en 152, derde lid (2), van de

-
- (1) Deze bepaling schrijft het volgende voor : "De raadsheeren in de hoven van beroep en de voorzitters en ondervoorzitters der rechtbanken van eerste aanleg binnen hun rechtsgebied worden door de Koning benoemd uit twee lijsten van twee kandidaten, de ene door die hoven, de andere, naar gelang van het geval, door de provincieraden en de Raad van het Brusselsche Hoofdstedelijk Gewest voorgelegd".
- (2) Deze bepaling luidt als volgt : "De overplaatsing van een rechter kan niet geschieden dan door een nieuwe benoeming en met zijn toestemming".

.../...

Grondwet door de Koning worden benoemd, en niet louter worden aangewezen.

Artikel 11.

1. De commentaar in de memorie van toelichting gewijd aan dit artikel stelt duidelijk dat alleen de leden van de hoven van beroep die hebben deelgenomen aan de cursussen management en organisatie, georganiseerd in het kader van de voortgezette opleiding van de magistraten, door de Koning als magistraat-coördinator kunnen worden aangewezen.

Het ontworpen artikel 210ter, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek vermeldt die bijzondere voorwaarde tot aanwijzing niet in zijn huidige lezing.

De tekst moet dienovereenkomstig worden aangepast.

2. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de tekst van het ontworpen artikel 210ter, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek vervangen moet worden door de volgende bepaling :

"De magistraat-coördinator kan in de kamers van het hof zitting hebben volgens zijn rang".

.../...

Artikel 12.

Het zou logischer zijn het ontworpen lid dat het onderzochte artikel in artikel 288 van het Gerechtelijk Wetboek beoogt in te voegen, in datzelfde artikel op te nemen in de vorm van een nieuw tweede lid.

Artikel 14.

Het ontwerp moet de chronologische volgorde in acht nemen van de artikelen van het Gerechtelijk Wetboek die het beoogt te wijzigen. De wijziging aangebracht in artikel 213 moet dan ook opgenomen worden tussen de artikelen 11 en 12 van het huidige ontwerp. De nummering van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 16.

De wijzigingen die het onderzochte artikel beoogt aan te brengen in artikel 311 van het Gerechtelijk Wetboek, geven niet aan in welke volgorde de magistraten respectievelijk bedoeld in paragraaf 1, 3°, en in paragraaf 2 van artikel 207bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 10 van het ontwerp, rang zullen hebben. Zij geven evenmin aan in welke volgorde de magistraten van elk van deze beide categorieën rang zullen hebben.

Het artikel van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden aangevuld teneinde in deze twee leemten te voorzien.

.../...

Artikel 20.

Artikel 379ter bevat geen enkele regel die de vergoeding vaststelt welke wordt toegekend aan de plaatsvervangende raadsheer, in tegenstelling tot het bepaalde in artikel 379 betreffende de plaatsvervangende rechter en in artikel 379bis betreffende de in ruste zijnde plaatsvervangende magistraat.

De delegatie waarin het ontworpen tweede lid voorziet, is buitensporig.

De wet moet de beginselen inzake de vergoedingen regelen naar het voorbeeld van de artikelen 378, 379 en 379bis van het Gerechtelijk Wetboek.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 21.

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van sommige artikelen is voor verbetering vatbaar. Zo schrijve men in artikel 5, dat artikel 4 wordt, "tenminste" in twee woorden; deze opmerking geldt trouwens voor het gehele ontwerp. In artikel 8 schrijve men "... in ruste zijnd lid ... dat de leeftijd van 70 jaar nog niet heeft bereikt", en in artikel 9 "of aan een wegens zijn leeftijd in ruste zijnd lid van het hof van beroep dat de leeftijd van 70 jaar nog niet heeft bereikt". In artikel 10 schrijve men in de inleidende zin van het ontworpen artikel 207bis, § 1, "Om tot plaatsvervangend

.../...

raadsheer ...", en in het ontworpen onderdeel 3º van diezelfde bepaling schrijve men "ofwel een in ruste zijnde magistraat zijn ...". In artikel 17 schrijve men "... door een plaatsvervangend raadsheer, die door de eerste voorzitter van het hof wordt aangewezen. De plaatsvervangende raadsheer kan niet geroepen worden om een alleenrechtsprekend raadsheer te vervangen". In artikel 18 schrijve men "Wanneer een plaatsvervangend raadsheer wettig verhinderd is, ... aanwijzen, te kiezen uit de plaatsvervangende raadsheeren ...". In artikel 23 schrijve men "... waarop ze in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

P. GOTHOT,

Madame
Mevrouw

J. GIELISSEN,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. M. PAUL, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. M. BAUWENS, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. PAUL, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. M. BAUWENS, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.